

**Législation de la seconde session de la vingt-sixième Législature,
18 février-3 avril 1965 (fin)**

Sujet, chapitre et date de la sanction	Synopsis
Bien-être social	
1964	
23 16 juillet	<i>Loi sur les allocations aux jeunes</i> , pourvoit au paiement d'une allocation mensuelle de \$10 aux parents d'un enfant à charge âgé de 16 ou 17 ans.
1965	
45 18 mars	<i>Loi modifiant la loi sur l'indemnisation des marins marchands</i> , accroît les montants d'indemnité payables aux termes de la loi et les porte au niveau de ceux versés en vertu des lois des accidents de travail des provinces Maritimes.
51 3 avril	<i>Régime de pensions du Canada</i> , institue un régime général de pensions de vieillesse et de prestations supplémentaires payables aux cotisants et à leur égard.
Divers	
1964	
15 18 juin	<i>Loi modifiant la loi nationale de 1954 sur l'habitation</i> , accorde des subventions supplémentaires aux provinces et aux municipalités qui poursuivent des projets de rénovation urbaine, autorise des prêts aux organismes provinciaux et municipaux visant l'achat des terrains et la construction des logements publics; porte de 2 milliards à 2,500 millions le montant affecté aux prêts directs par la Société centrale d'hypothèques et de logement et porte de 100 millions à 150 millions le montant que la Société peut prêter pour l'érection d'habitations universitaires.
18 30 juin	<i>Loi modifiant la loi sur l'assurance des crédits à l'exportation</i> , exempte de l'impôt sur le revenu la Société d'assurance des crédits à l'exportation, autorise la Société à assurer un exportateur contre le risque de perte du matériel qu'il emploie pour fournir des services techniques hors du Canada; et à assurer une part du risque assumé par des exportateurs canadiens; porte de 400 millions à 600 millions la limite de la responsabilité de la Société aux termes des contrats d'assurance et régleme de d'autres questions connexes.
19 30 juin	<i>Loi sur la Commission du parc international Roosevelt de Campobello</i> , contient les dispositions législatives canadiennes requises pour permettre l'administration conjointe, par une commission internationale, du parc international Roosevelt de Campobello, au Nouveau-Brunswick.
22 16 juillet	<i>Loi concernant la mer territoriale et les zones de pêche du Canada</i> , établit, à compter du jour que fixera par proclamation le gouverneur en conseil, les zones de pêche du Canada à 12 milles du littoral et autorise l'emploi d'une ligne droite comme ligne de base le long du littoral canadien.
24 28 juillet	<i>Loi canadienne sur les prêts aux étudiants</i> , facilite l'attribution de prêts aux étudiants en garantissant les prêts bancaires consentis aux étudiants pour un montant de mille dollars au plus pendant une année scolaire jusqu'à concurrence d'un total de \$5,000 pour une période de cinq ans.
1965	
40 18 mars	<i>Loi modifiant certaines lois dont l'application relève du Département des assurances</i> , modifie quatre lois (loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques; loi sur les compagnies d'assurance étrangères; loi sur les compagnies fiduciaires; loi sur les compagnies de prêt) en vue d'étendre les facilités d'investissement des compagnies d'assurance, de prêt et de fiducie constituées par une loi fédérale, et en vue de garder au Canada la propriété et le contrôle de ces compagnies constituées par une loi fédérale qui appartiennent encore à des Canadiens.
42 18 mars	<i>Loi modifiant la loi sur l'aide à la production du charbon</i> , prolonge jusqu'au 31 octobre 1969 la période durant laquelle on peut faire des prêts pour aider à la production du charbon.
43 18 mars	<i>Loi modifiant la loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers</i> , permet d'éviter la double déclaration à deux services fédéraux différents, et facilite le dépouillement des statistiques financières des corporations.
44 18 mars	<i>Loi concernant les Conventions de Genève</i> , approuve les Conventions de Genève pour la Protection des Victimes de guerre, signées à Genève le 12 août 1949.
52 3 avril	<i>Loi modifiant la loi sur les compagnies</i> , remplace le titre de la loi par «Loi sur les corporations canadiennes», et comprend des modifications importantes à la législation sur les compagnies, afin de la mettre à jour et de répondre aux exigences actuelles.